

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2025-11-07-00034

arrêté préfectoral portant mise en demeure de
la société ENGIE ÉNERGIE SERVICES (ENGIE E.S.)
concernant les installations exploitées au
Chesnay-Rocquencourt (78150) rue Cimarosa

ARRÊTÉ

**préfectoral portant mise en demeure de la société ENGIE ÉNERGIE SERVICES (ENGIE E.S.)
concernant les installations exploitées au Chesnay-Rocquencourt (78150) rue Cimarosa**

**LE PRÉFET DES YVELINES,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L.511-1, L.512-8, L.514-5 et R.181-46 ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2012027-0009 du 27 janvier 2012 autorisant la société GDF SUEZ ÉNERGIE SERVICES, à exploiter une chaufferie sur la commune du Chesnay, et annulant et remplaçant les arrêtés préfectoraux antérieurs ;

VU l'arrêté préfectoral n°78-2021-08-03-00003 du 3 août 2021 modifiant les prescriptions l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2012 relatif à l'exploitation de la chaufferie située sur la commune du Chesnay-Rocquencourt (78150) rue Cimarosa, par la société ENGIE ÉNERGIE SERVICES (nouvelle dénomination de l'exploitant) ;

VU l'arrêté n°78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision n° 78-2025-09-11-00009 du 11 septembre 2025 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) du 11 juillet 2025 faisant suite à l'inspection du 27 mai 2025, transmis à l'exploitant par bordereau du 11 juillet 2025 notifié le 16 juillet 2025 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) du 22 septembre 2025 faisant suite à l'inspection du 11 septembre 2025 ;

VU le courrier en date du 26 septembre 2025 notifié le 30 septembre 2025 transmettant à la société ENGIE ÉNERGIE SERVICES le rapport de suite d'inspection visé ci-dessus et le projet d'arrêté de mise en demeure, pour observations éventuelles ;

VU les documents transmis par l'exploitant le 13 octobre 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'inspecteur de l'environnement a procédé le 11 septembre 2025 à une visite d'inspection des installations de combustion en raison de plaintes pour nuisances sonores, signa-

lées à l'inspection en août 2025, provenant des chaudières provisoires mises en service depuis mars 2025 pendant les travaux de rénovation de la chaufferie ;

CONSIDÉRANT que, à l'issue de l'inspection du 27 mai 2025, il avait été demandé à l'exploitant de produire rapidement, les travaux étant déjà commencés, un dossier de modification suffisamment circonstancié pour établir la conformité et la prise en compte de tous les risques et inconvénients, y compris l'implantation des chaudières provisoires, en :

- répondant à la demande de compléments du 11 avril 2025 ;
- produisant une note d'analyse de conformité à l'arrêté du 3 août 2018 modifié susvisé pour l'installation de combustion formée par les trois chaudières provisoires ;

CONSIDÉRANT que le dossier de modification reste incomplet concernant la phase des travaux en cours, le mémoire en réponse fourni par l'exploitant le 1^{er} août 2025 ne comportant pas la note d'analyse de conformité à l'arrêté du 3 août 2018 modifié susvisé pour l'installation de combustion formée par les trois chaudières provisoires ;

CONSIDÉRANT de plus que les documents du dossier de modification et les compléments apportés ne justifient pas du choix d'implanter la chaufferie provisoire sur le site de la rue Cimaro-sa, aucune analyse des autres sites potentiels étudiés n'y étant présentée ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux prescriptions du point II de l'article R.181-46 du Code de l'environnement prescrivant que toute modification apportée aux installations, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre doit être portée à la connaissance du préfet par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation ;

CONSIDÉRANT par ailleurs que, à l'issue de l'inspection du 27 mai 2025, il a été demandé à l'exploitant, dans le rapport de l'inspection du 11 juillet 2025 notifié le 16 juillet suivant, de procéder aux actions suivantes sous un mois :

- faire vérifier les installations électriques de l'installation de combustion provisoire ;
- faire attester de la mise à la terre de l'ensemble des équipements métalliques de l'installation de combustion provisoire le nécessitant, le compte-rendu ou rapport de cette intervention devant être transmis à l'inspection.

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un rapport, rédigé par un organisme qualifié, de conformité des installations électriques ainsi que de la mise à la terre des équipements métalliques ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux prescriptions des points 2.7 et 2.8 de l'annexe 1 de l'arrêté du 3 août 2018 modifié susvisé selon lesquels l'exploitant doit d'une part pouvoir justifier que les installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées et d'autre part que les équipements métalliques sont mis à la terre compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits ;

CONSIDÉRANT que, à l'issue de l'inspection du 27 mai 2025, il était demandé à l'exploitant, sous quinze jours, de produire un plan permettant de repérer l'emplacement des détecteurs gaz et incendie et de justifier de l'existence d'une centrale de détection gaz et incendie, avec alarme et dispositif de coupure automatique en gaz et électricité ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas pu présenter le procès-verbal de mise en service des chaudières gaz provisoires en mars 2025 faisant état d'un seuil de réglage au plus à 30 % de la Limite Inférieure d'Explosibilité (LIE) et attestant de la réalisation d'un contrôle de bon fonctionnement des détecteurs de gaz ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant indique lors de l'inspection du 11 septembre 2025 qu'il n'existe aucune détection incendie dans la chaufferie provisoire mais qu'une intervention est programmée par le fournisseur en date du 16 septembre 2025 pour la mise en place de cette détection, qu'aucun document relatif l'installation de cette détection incendie n'a été transmis ultérieure-

ment, à l'exception du rapport de vérification de bon fonctionnement de cette détection incendie mentionné infra et faisant état d'un essai non concluant ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux prescriptions du point 2.16, de l'annexe 1 de l'arrêté du 3 août 2018 modifié susvisé, relatif aux dispositifs de détection de gaz et incendie ;

CONSIDÉRANT les rapports de mesures de bruit et d'émergence datés du 10 avril 2025 et du 7 mai 2025 présentés par l'exploitant à l'inspecteur de l'environnement et le rapport de mesure d'émergence daté du 24 juillet 2025 réalisé à l'initiative de la mairie du Chesnay-Rocquencourt ; que l'exploitant ne conteste pas la validité du rapport de mesures réalisé à l'initiative de la mairie du Chesnay-Rocquencourt ;

CONSIDÉRANT que le rapport de mesures de bruit et émergence daté du 7 mai 2025 fait apparaître en zone à émergence réglementée, des dépassements de la valeur limite réglementaire d'émergence :

- au niveau de la résidence des Alizés, 1 square des Alizés, au balcon du premier étage à l'ouest du site, de +2 dB (A) en période diurne et de +10 dB (A) en période nocturne ;
- au niveau du 2 square Bainville, balcon 1^{er} étage en face du site, de +2 dB (A) en période nocturne ;

CONSIDÉRANT que malgré les mesures mises en place par l'exploitant, le rapport du 24 juillet 2025 fait apparaître, en zone à émergence réglementée, des dépassements de la valeur limite réglementaire d'émergence au niveau de la résidence des Alizés, 1 square des Alizés, jusqu'à + 6 dB (A) au 1^{er} étage de la façade sud et de +0,5 dB à +1 dB (A) au rez-de-chaussée surélevé de la façade ouest ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux prescriptions du point 8.1 de l'arrêté du 3 août 2018 modifié susvisé, relatif aux valeurs limites de bruit ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a fait parvenir les documents suivants le 13 octobre 2025 :

- une commande créée le 22 septembre 2025 à la société Bureau Veritas et non confirmée pour une analyse de performance énergétique,
- une note intitulée "Réponse au point n°1 du rapport d'inspection du 22 septembre 2025 : Justification de l'emplacement des chaudières mobiles - Analyse de la conformité à l'arrêté ministériel du 3 août 2018 (2910-DC)" avec des demandes d'aménagement pour les articles 2.4.2, 2.12, 6.2.2 et 8.1
- un devis de la société Bureau Veritas non signé "Vérification périodique de l'état d'entretien et de fonctionnement des installations de gaz combustibles" pour les trois chaufferies mobiles
- un rapport de vérification électrique "Rapport de vérification électricité visite ponctuelle 3 CHAUDIÈRES ET LEURS ACCESSOIRES 5MW CHACUNE" Bureau Veritas daté du 02/10/2025 et mentionnant 8 non-conformités à la norme NF C 15-100-1,
- un courriel daté du 24 septembre 2025 de la société Bureau Veritas à l'exploitant, indiquant que le contrôle des émissions atmosphériques a été réalisé et est conforme mais que le contrôle d'efficacité énergétique de la chaufferie mobile est à reporter en raison d'une consignation en place sur les deux autres chaudières,
- un rapport de la société Bureau Veritas "Rapport de vérification périodique en exploitation des moyens de secours concourant à la sécurité incendie" daté du 26 septembre 2025 et faisant état d'un essai non concluant concernant l'asservissement de la coupure électrique suite à la sollicitation de la tête de détection automatique en chaufferie 34 ;

CONSIDÉRANT que les éléments fournis ne répondent pas de manière exhaustive et définitive aux non-conformités relevées, et ne permettent pas de considérer les différents points du projet de mise en demeure comme pleinement levés ;

CONSIDÉRANT que face aux manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société ENGIE ÉNERGIE SERVICES (ENGIE E.S.) de respecter les prescriptions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement et des points 2.16, 2.7, 2.8 et 8.1 de l'annexe I de l'arrêté du 3 août 2018 modifié susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société ENGIE ÉNERGIE SERVICES (ENGIE E.S.) sise 1 avenue du Maréchal Juin 78000 Versailles, exploitant une chaufferie située rue Cimarosa au Chesnay-Rocquencourt (78150) (SIRET : 552 046 955 05067.), est mise en demeure, dans le **délai de quinze jours** à compter de la réception du présent arrêté, de respecter les prescriptions du point II de l'article R.181-46 du Code de l'environnement en produisant un document relatif aux modifications notables suffisamment circonstancié pour établir la conformité et la prise en compte de tous les risques et inconvénients liés à la phase travaux, y compris l'implantation des chaudières provisoires.

Article 2 : La société ENGIE ÉNERGIE SERVICES (ENGIE E.S.) sise 1 avenue du Maréchal Juin 78000 Versailles, exploitant une chaufferie située rue Cimarosa au Chesnay-Rocquencourt (78150), est mise en demeure, dans le **délai de quinze jours** à compter de la réception du présent arrêté, de respecter les prescriptions des points 2.7 et 2.8 de l'annexe I de l'arrêté du 3 août 2018 modifié susvisé en :

- corrigeant les non conformités relevées sur les installations électriques de l'installation de combustion provisoire et transmettant le rapport de vérification à l'inspection des installations classées ;
- faisant attester de la mise à la terre de l'ensemble des équipements métalliques de l'installation de combustion provisoire le nécessitant, le compte-rendu ou rapport de cette intervention devant être transmis à l'inspection des installations classées.

Article 3 : La société ENGIE ÉNERGIE SERVICES (ENGIE E.S.) sise 1 avenue du Maréchal Juin 78000 Versailles, exploitant une chaufferie située rue Cimarosa au Chesnay-Rocquencourt (78150), est mise en demeure, dans le **délai de quinze jours** à compter de la réception du présent arrêté, de respecter les prescriptions du point 2.16 de l'annexe I de l'arrêté du 3 août 2018 modifié susvisé en justifiant de l'installation et de la conformité des dispositifs de détection gaz et incendie.

Article 4 : La société ENGIE ÉNERGIE SERVICES (ENGIE E.S.) sise 1 avenue du Maréchal Juin 78000 Versailles, exploitant une chaufferie située rue Cimarosa au Chesnay-Rocquencourt (78150), est mise en demeure, dans le **délai de quinze jours** à compter de la réception du présent arrêté, de respecter les prescriptions du point 8.1 de l'annexe I de l'arrêté du 3 août 2018 modifié susvisé en mettant en place des solutions acoustiques complémentaires puis en réalisant de nouvelles mesures d'urgence au niveau de la résidence située 1 square des Alizés au Chesnay-Rocquencourt.

Article 5 : En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 à 4 dans les délais prévus à ces articles et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, des sanctions peuvent être arrêtées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 6 : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction (article L.171-11 du Code de l'environnement). Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyens accessible sur le site <https://www.telerecours.fr/>.

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa réception, d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif interrompt le cours du délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux. Le silence gardé par l'administration compétente pendant plus de deux mois sur un de ces recours administratifs vaut décision de rejet.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés ou lorsqu'est née une décision implicite de rejet.

Article 7 : Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pendant une durée minimale de deux mois.

Copie en sera adressée :

- au secrétaire général de la Préfecture des Yvelines,
- au maire de la commune du Chesnay-Rocquencourt,
- à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 7 novembre 2025

Pour le Préfet et par délégation,
la Directrice,

Pour la Directrice et par subdélégation,
L'adjointe à la chef de l'unité départementale,

signé

Marielle MUGUERRA